

Porte-voix des habitants de Sanaa la rebelle, Suad al-Qadri demande de l'aide aux Occidentaux

«LE MONDE NOUS OUBLIE»

« THIERRY JACOLET

Yémen » La guerre et son cortège de malheurs frappent chaque jour à toutes les portes à Sanaa. Les bombes, les épidémies, la malnutrition viennent enlever un père, une sœur, un fils... La capitale du Yémen est plongée, comme le reste du pays, dans un conflit qui a fait près de 90 000 morts et plus de trois millions de déplacés. Cinq ans après sa prise de contrôle par les rebelles houthis, la ville est encore la cible des frappes aériennes de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite qui tient à bout de bras le gouvernement basé à Aden.

Dans cette guerre à huis clos, les bombardements couvrent les appels à l'aide des habitants. Certains parviennent parfois à s'échapper de ce piège et à témoigner. Comme Suad al-Qadri, de passage à Genève pour demander davantage de soutien international. Cette Yéménite supervise à Sanaa le soutien psychologique auprès des personnes traitées dans les sept hôpitaux et le centre de santé pour le compte de l'ONG Handi-



«Les pays européens doivent faire pression sur les belligérants»

Suad al-Qadri

cap International.

Les Yéménites se sentent-ils abandonnés par la communauté internationale?

Suad al-Qadri: Oui. Nous avons le sentiment que le monde nous oublie. Les pays européens doivent faire pression sur les belligérants pour parvenir à de vraies négociations de paix. L'arrêt des ventes d'armes à la coalition par la communauté internationale serait aussi une avancée majeure pour la population yéménite qui souffre de leur usage. Tout comme la fin du blocus mis en place en 2017 par l'Arabie saoudite.

Quels sont les effets du blocus?

Il y a surtout une pénurie de nourriture. Des denrées alimentaires sont introuvables sur les marchés ou alors elles sont trop chères. Vu que le pays dépend essentiellement des importations, il manque à peu près de tout: des aliments de base comme du riz, de la farine mais aussi de l'huile, du sucre, du sel, du lait, des légumes et des fruits. Beaucoup de familles dépendent de l'aide alimentaire



Le blocus provoque des pénuries de nourriture et d'essence. Les enfants en sont les premières victimes. Keystone

internationale car elles n'ont plus les moyens d'acheter à manger.

Le Programme alimentaire mondial affirmait en juin dernier qu'elle était détournée ou obstructive par les Houthis...

Ils ne semblent pas profiter de cette aide alimentaire, même si tout n'est pas clair. Des ONG sont là, mais la distribution est difficile à organiser. L'aide humanitaire n'est pas au point car elle n'arrive pas aux plus pauvres qui en ont le plus besoin.

Comment survivent les habitants?

Ils font des petits boulots à gauche et à droite. La diaspora établie en Arabie saoudite ou aux Etats-Unis envoie de l'argent à ceux restés au pays. Il y a aussi des gens aisés qui donnent de l'argent aux familles dans le besoin à travers la sadaqa (une aumône, ndlr).

L'activité est-elle arrêtée à Sanaa?

Non, elle est normale, malgré les îlots de destruction qui parsèment la ville. Les gens continuent de vivre au jour le jour. Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi vont encore travailler. Une grande partie des fonctionnaires ne sont par exemple plus payés depuis longtemps. Les magasins et les écoles sont ouverts.

Malgré les attaques aériennes?

Il y a de temps en temps des raids aériens de jour et de nuit. Les tirs de la coalition internationale visent des

cibles militaires (usines, sociétés, etc.) mais ils causent aussi des dégâts aux infrastructures civiles comme les habitations et les écoles. C'est pourquoi nous vivons dans la peur des bombardements et l'incertitude.

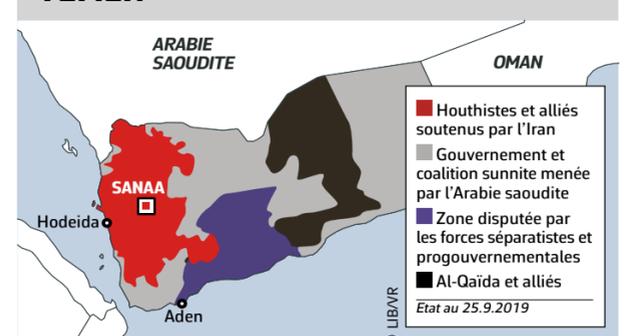
Les services publics fonctionnent-ils encore?

Non, ils sont inexistantes. Des efforts sont faits par des ONG et des habitants pour remettre en état des routes, rétablir l'eau courante et l'électricité. Les seuls qui peuvent avoir accès à l'électricité sont ceux qui ont des moyens financiers pour acheter des génératrices ou installer des éoliennes. Il y a une autre crise, celle du pétrole. Impossible de faire tourner les génératrices. Donc, nous cuisinons les aliments au charbon et au bois.

Les hôpitaux sont-ils la cible des frappes aériennes, comme en Syrie?

Non, ils n'ont pas été touchés par les attaques. Deux hôpitaux sont débordés car ils accueillent la plupart des malades et blessés des bombardements. Ils fonctionnent à l'aide de génératrices. Il y a d'autres problèmes, comme la pénurie de spécialistes et de cadres médicaux car ils ont quitté le pays. Mais ce qui manque le plus, ce sont les médicaments. Il y a des épidémies de fièvre qui frappent les enfants et des épidémies de choléra liées aux mauvaises conditions d'hygiène. La diphtérie est aussi apparue. Nous observons aussi de nouveaux traumatismes liés à la guerre.»

YÉMEN



NOUVEAUX FRONTS ET ESPOIR DE TRÊVE

Le camp anti-Houthis est divisé et son parrain saoudien affaibli. Les rebelles sont en position de force pour négocier une trêve.

La semaine dernière, huit enfants de moins de 15 ans ont été accueillis dans l'hôpital de Mokha, tous gravement blessés par des tirs de roquettes. «C'est comme ça toutes les semaines depuis un an que nous avons mis en place cet hôpital sous tente», confie Thierry Durand, coordinateur de projet pour Médecins sans frontières (MSF) à Aden depuis quatre ans. Comme les autres centres de santé du pays, celui-ci tourne à plein régime: il est le seul sur les 400 kilomètres de la côte sud-ouest entre Hodeida et Aden.

«Loin des villes, il n'y a plus rien qui fonctionne de manière satisfaisante»,

renchérit le responsable. «Dans le Nord, les besoins humanitaires sont certainement plus criants au vu des difficultés multiples posées par les autorités de Sanaa et le blocus.» Il faut dire que de vastes zones de l'ouest et du nord du pays sont aux mains des rebelles chiïtes, les Houthis.

Récapitulons: les Houthis s'en sont pris au président Abd-Rabbo Mansour Hadi élu en 2012, l'accusant de les marginaliser. Armés par l'Iran, ils se sont emparés de la capitale Sanaa en septembre 2014. Une coalition sunnite menée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis (EAU), appuyée par les Etats-Unis, a volé au secours du président en mars 2015.

Les belligérants ont encore brouillé la lecture du conflit cet été. Principale-

ment dans le Sud où les alliances se font et se défont dans le camp anti-Houthis, entraînant des sous-guerres fratricides. La principale met aux prises les séparatistes réunis au sein du Conseil de transition du Sud (STC) et les forces progouvernementales de Hadi, installé à Aden.

«Minoritaires et écrasés, les Sudistes n'ont jamais accepté l'unification du pays dans les années 1990 car cela s'est fait à leur détriment», observe François Frison-Roche, chercheur au CNRS, ancien directeur du projet français d'aide à la transition du Yémen (2012-2014). «Il y a toujours eu un fort ressentiment entre les populations du nord et du sud.»

A ces nouveaux fronts s'ajoutent les tensions entre les «parrains»: les Emirats appuient les séparatistes réclamant l'indépendance du Sud, tandis que les Saoudiens épaulent le gouverne-

ment. «Riyad s'est totalement fourvoyé», analyse le politologue. «En 2015, il pensait stabiliser le pays en quelques semaines. Ce sont pourtant les Houthis qui tiennent le terrain...» Avec l'aide de l'Iran, ils ont encore affaibli les Saoudiens après l'attaque des installations pétrolières du 14 septembre.

En position de force, les Houthis mettent ainsi sous pression le voisin du nord dans la perspective de négociations de paix. Car ils chercheraient une porte de sortie, tout comme les Etats-Unis avec qui ils sont en pleine discussion. Les rebelles ont même proposé il y a deux semaines une trêve. «Mais l'Arabie saoudite ne veut pas se mettre autour de la table avec ses ennemis, notamment en raison de la fierté nationale bédouine», estime François Frison-Roche. >> TJ